



## VI / Ralentissement du commerce mondial : vers une nouvelle ère de la mondialisation ?

*Sébastien Jean et Françoise Lemoine\**

**L**a crise économique et financière récente a eu un impact très fort sur le commerce mondial : alors que le PIB mondial baissait d'environ 2 % en 2009, les échanges de biens et services chutaient de plus de 10 % en volume. Un fort rebond du commerce mondial a suivi en 2010, avec une croissance de presque 13 % en volume, quand le PIB mondial augmentait de 4,1 %. La sensibilité du commerce au cycle n'est pas nouvelle : Hendrik S. Houthakker et Stephen P. Magee avaient montré dès 1969 que les échanges commerciaux étaient deux à trois fois plus volatils que le PIB. On en connaît bien les raisons. D'abord, le commerce est composé avant tout de biens manufacturés, dont la demande est plus cyclique que celle des services et des produits agricoles. Ensuite, les investissements, qui sont plus volatils que le reste de la demande, comptent une proportion d'importations plus importante [Bussière *et al.*, 2013]. En outre, le fait que les exportations elles-mêmes incorporent de plus en plus d'intrants intermédiaires importés a accentué la cyclicité du commerce. Enfin, dans le cas d'une crise financière aiguë comme celle de 2008-2009, la restriction des crédits commerciaux ou la détérioration des garanties, indispensables aux exportations plus encore qu'aux transactions nationales, peut également accentuer le ralentissement des échanges commerciaux dans la phase basse du cycle. Ce facteur a

---

\* Sébastien Jean est directeur du CEPII et Françoise Lemoine est conseillère au CEPII.

indéniablement joué au cours de la crise récente, même si les diagnostics ne s'accordent pas sur son ampleur [OMC, 2013].

Avec de telles fluctuations jusqu'en 2011, il était difficile d'identifier la tendance sous-jacente. Depuis 2012, en revanche, les évolutions des échanges internationaux sont moins heurtées, sans pour autant retrouver leur tendance d'avant crise. Ce constat interroge. S'agit-il d'une évolution cyclique, dans un contexte d'investissement toujours atone ? Ou bien faut-il y voir le signe d'une rupture structurelle, qui marquerait une nouvelle étape de la mondialisation ? À partir d'une analyse quantitative, ce chapitre montre que le ralentissement de la croissance ne suffit pas à expliquer celui du commerce. L'hypothèse d'une rupture plus durable est donc privilégiée, d'autant que le ralentissement a été plus marqué pour les flux commerciaux les plus impliqués dans les chaînes de valeur internationales. Le recentrage de l'économie chinoise explique en partie ce phénomène, étant donné le rôle leader de ce pays dans les échanges mondiaux et l'importance des changements qui s'y produisent.

### **Une lente reprise du commerce mondial**

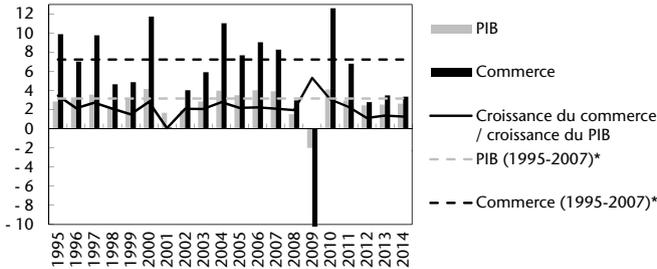
#### *Un rythme de croissance en deçà de celui d'avant crise*

La croissance du PIB mondial en volume (évaluée aux taux de change de marché) est certes atone, mais ses niveaux récents, 2,4 % à 2,6 % de 2012 à 2014, diffèrent peu de leur moyenne entre 1995 et 2007, 3,2 % (graphique 1). Il en va tout autrement pour les échanges mondiaux de biens et services, dont la croissance n'a pas dépassé 3,5 % au cours de ces trois années, contre 7,2 % en moyenne entre 1995 et 2007. Alors que la croissance du commerce mondial était régulièrement deux fois plus élevée que celle du PIB avant la crise, elle peine aujourd'hui à la dépasser. Si l'on s'en tient au commerce de marchandises, sa croissance a même été moins rapide que celle du PIB en 2012 et 2013, et à peine égale en 2014. Étant donné la baisse du prix moyen des biens et services échangés, la valeur en dollars courants des échanges mondiaux a quasiment stagné au cours de ces trois années.

#### *Une tendance d'avant crise pas si normale*

Il faut toutefois souligner que la tendance d'avant crise n'était pas celle d'un rythme de croisière. Le fait que la croissance des

Graphique 1. Croissance en volume du PIB et du commerce de biens et services, au niveau mondial (en %)

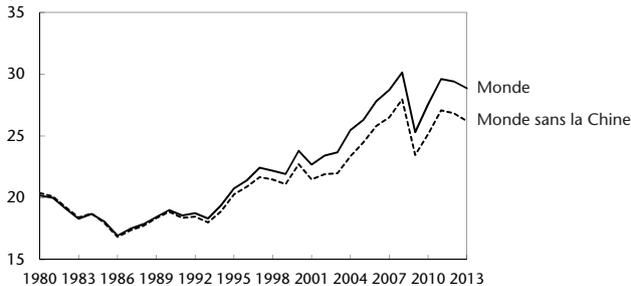


\* Taux de croissance annuel moyen.

Source : FMI, *World Economic Outlook*, avril 2015.

échanges commerciaux dépasse durablement celle du revenu n'a en effet rien de naturel. Le déclin de la concentration internationale du revenu mondial — lié à la croissance relativement forte des pays en développement avant la crise — peut en expliquer une petite part, une répartition de la richesse mondiale entre un plus grand nombre de pays ayant mécaniquement tendance à augmenter les échanges internationaux. Les évolutions de la structure de la demande jouent également, en particulier avec les biens manufacturés qui sont les plus échangés. Mais, si celle-ci tend à augmenter dans les premières phases de développement, elle se réduit ensuite, au profit des services. Pour l'essentiel, cette ouverture croissante du monde tient surtout à la baisse des coûts de transport, à l'amélioration des infrastructures, aux progrès de coûts et de qualité des télécommunications, ainsi qu'à la baisse des protections commerciales et à des politiques économiques favorables à l'extraversion, même s'il est difficile de faire la part de ces différents facteurs. Quoi qu'il en soit, il n'y avait aucune raison de voir ces tendances se poursuivre, du moins au même rythme. D'ailleurs, si le taux d'ouverture mondiale a effectivement fortement augmenté entre 1993 et 2008, passant de 18 % à 30 %, il avait en revanche légèrement diminué au cours des années 1980 (graphique 2). Le coup d'arrêt consécutif à la crise, qui a vu ce taux d'ouverture s'établir autour de 29 % depuis 2011, n'est donc pas forcément un simple creux conjoncturel. Peut-être annonce-t-il un changement de tendance.

**Graphique 2. Taux d'ouverture mondial**  
(exportations de biens et services en % du PIB mondial)



*Note* : le taux d'ouverture est calculé comme la moyenne des exportations et importations mondiales de biens et services, en pourcentage du PIB mondial, calculé aux taux de change de marché. Pour le « monde sans la Chine », les exportations et les importations de la Chine sont ignorées.

*Source* : calculs des auteurs à partir de CEPII, base de données Chelem.

## **Bas de cycle ou rupture durable ?**

### *Une variété de facteurs conjoncturels*

La première explication à ce ralentissement du commerce mondial tient à l'atonie de la croissance. Il s'agit naturellement d'un déterminant de première importance, mais le ralentissement du PIB est moins marqué que celui du commerce, comme l'illustre la baisse déjà mentionnée de l'élasticité apparente du commerce au PIB mondial, mesurée en rapportant les taux de croissance de ces deux grandeurs. La moindre croissance ne suffit donc pas à expliquer les médiocres performances commerciales. Étant donné son poids et le caractère marqué des évolutions qu'il a connues récemment, le commerce de la Chine est un autre facteur potentiellement important. Avant d'examiner ce facteur plus en détail, remarquons d'ores et déjà que même sans prendre en compte la Chine, la tendance de ces dernières années apparaît en rupture par rapport à celle d'avant la crise (graphique 2).

La crise de la zone euro a également joué un rôle notable, puisqu'elle s'est traduite par des performances de croissance très médiocres, pour une zone de première importance commerciale. De fait, le commerce intra-européen en volume n'a progressé entre 2012 et 2014 que de 0,4 % par an en moyenne. Exclure le commerce intra-européen amènerait donc à revoir à la hausse

de quelques dixièmes de pourcentage le chiffre moyen de croissance du commerce mondial, qui s'établirait alors à 3,8 % contre 3,2 % si on l'inclut. Cela reste de moitié inférieur à la moyenne de 7,2 % de la période précédant la crise.

#### *Les enseignements du modèle de gravité*

Étant donné la variété et la complexité des facteurs potentiellement à l'œuvre, une analyse plus structurée est nécessaire pour évaluer dans quelle mesure les évolutions récentes relèvent non pas d'éléments conjoncturels, mais d'une rupture de tendance durable. Le modèle de gravité, très utilisé par les spécialistes du commerce international, constitue pour ce faire un cadre utile d'analyse quantitative, qui fait dépendre la valeur des échanges des caractéristiques des partenaires commerciaux et des facteurs influençant les échanges bilatéraux. Il devient ainsi possible de distinguer les principaux déterminants de l'évolution des flux commerciaux au niveau sectoriel. Outre des facteurs communs à l'ensemble des pays et des secteurs, liés à l'évolution des prix et de la richesse au niveau mondial, et potentiellement au progrès technique, ce cadre permet d'identifier trois déterminants principaux de la valeur des échanges : les facteurs d'offre, que l'on approxime par la valeur ajoutée industrielle ; ceux de demande, mesurés par le PIB ; et l'existence éventuelle d'un accord commercial.

Crozet *et al.* [2015] proposent une analyse de ce type pour les flux de commerce bilatéraux par secteur. Les estimations, réalisées sur la période précédant la crise (1996-2008), montrent qu'une croissance de 1 % du PIB des pays partenaires est associée, toutes choses égales par ailleurs, à une augmentation de la valeur de leurs échanges commerciaux de 1,4 % à court terme et de 1,7 % à long terme. Ce résultat dénote une forte sensibilité du commerce au revenu, puisque la croissance du premier est plus que proportionnellement influencée par celle du second. Connaissant les taux de croissance du PIB par pays depuis la crise (et les entrées en vigueur de nouveaux accords commerciaux), ces estimations peuvent ensuite être utilisées pour évaluer ce qu'auraient dû être les valeurs échangées après la crise, si la relation entre le commerce et ses déterminants était restée inchangée. Les prédictions ainsi établies, fondées sur les comportements passés, sont nettement supérieures aux valeurs observées : alors que l'extrapolation du modèle estimé avant crise

laissait attendre une croissance de 8 % par an en 2012-2013, la valeur en dollar du commerce mondial a stagné.

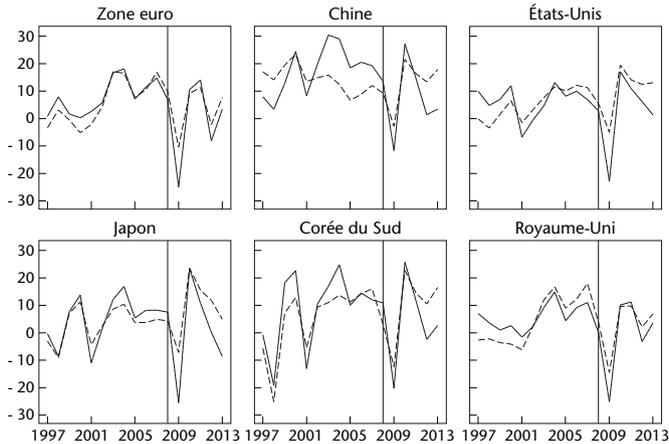
En outre, cette tendance au ralentissement, au-delà de ce que les déterminants laissent présager, est largement partagée : parmi les vingt premiers pays du monde par la valeur de leur commerce (en considérant la zone euro comme un seul pays), seuls le Mexique et l'Inde font exception.

Pour la zone euro, dont la croissance du commerce extérieur a été faible, et même fortement négative en 2012, la faiblesse de l'écart peut étonner (graphique 3). Ce résultat montre que l'atonie du commerce s'explique dans ce cas essentiellement par la faiblesse de la croissance et non par un problème spécifique aux échanges. Tel n'est pas le cas aux États-Unis, au Japon, en Corée et surtout en Chine : pour ces quatre pays, la valeur de commerce observée est très en deçà de ce que laissent attendre les évolutions de leur croissance et les comportements passés. Le phénomène est particulièrement marqué en Chine, où la croissance du commerce en valeur est inférieure de 13 points de pourcentage en 2012 et 2013 à celle prédite. Au contraire, avant la crise, la Chine se démarquait par le dynamisme échevelé de son commerce, dont la croissance excédait largement les valeurs prédites par le modèle. Sans que la tendance ne soit limitée à ce seul pays, la Chine est donc emblématique des évolutions observées.

#### *La résurgence du protectionnisme*

Cette rupture de tendance étant commune à la majorité des pays, il faut chercher son explication dans des facteurs structurels transversaux. La résurgence du protectionnisme en est un. Les crises sont en effet des périodes favorables aux réflexes protectionnistes, gouvernements et entreprises cherchant un répit dans la défense contre la concurrence des importations. Conscients des risques d'engrenage inhérents aux conflits commerciaux, les pays du G20 se sont solennellement engagés lors du sommet de Londres, en avril 2009, à « rejeter le protectionnisme ». Cet engagement n'a cependant pas empêché l'augmentation de droits de douane, la multiplication des enquêtes antidumping, la restriction du bénéfice de mesures de relance à des producteurs nationaux, les mesures de régulation discriminatoires ou le conditionnement de la liberté d'installation à l'utilisation d'une proportion minimale de contenu local. Ces mesures diverses et

Graphique 3. Niveaux « prédicts » et observés du taux de croissance du commerce extérieur en valeur



Note : la ligne pleine représente le taux de croissance observé du commerce en valeur du pays, la ligne pointillée la valeur prédite par le modèle de gravité décrit dans le texte. Les six pays les plus importants par la valeur de leur commerce en 2013 sont représentés ici (en considérant la zone euro comme un seul pays), par ordre décroissant de valeur. La ligne verticale indique l'année 2008, dernière année prise en compte dans l'estimation du modèle économétrique « avant crise ».

Source : Crozet et al. [2015].

variées ont amené certains observateurs à parler de « protectionnisme trouble » (*murky protectionism*). Leur décompte est difficile, mais le total mondial est estimé à environ 600 mesures par an depuis 2008 [Evenett, 2014]. Selon l'OMC [2014], les mesures encore en vigueur en 2014 couvraient moins de 4 % des importations mondiales. En outre, une analyse détaillée pour l'année 2012 montre que les nouvelles mesures de libéralisation couvrent une part des échanges proche de celle concernée par les mesures restrictives. Au total, l'augmentation des mesures protectionnistes dans le contexte de la crise est avérée, mais elle n'a pas dégénéré en guerre commerciale. Quant à leur impact commercial, il est difficile à mesurer. Ces mesures protectionnistes ont certes contribué au ralentissement des échanges commerciaux, mais pas au point d'expliquer l'écart à la tendance d'avant crise, tel qu'on l'évalue à partir du modèle de gravité.

*Un essoufflement de la dynamique liée à l'allongement des chaînes de valeur ?*

Un second facteur potentiel de changement structurel est lié aux chaînes de valeur mondiales (*global value chains*). On désigne par ce terme la tendance croissante des entreprises multinationales à décomposer leur processus de production en un grand nombre de tâches, souvent effectuées dans des pays différents, pour tirer le meilleur parti des différences de qualifications, de technologies, de disponibilités d'intrants et de prix des facteurs. La chaîne des tâches productives sources de valeur ajoutée est ainsi décomposée de plus en plus finement, induisant des échanges internationaux croissants. Il s'agit d'une tendance lourde, qui a joué un rôle central dans l'accélération du commerce mondial dans les années 1990 et 2000. Cela s'est traduit notamment par un contenu croissant des exportations en intrants importés. On peut ainsi distinguer, dans les exportations totales de chaque pays, la part de la valeur ajoutée qu'il a importée de celle qu'il a fournie: stable aux environs de 15 % en moyenne mondiale dans les années 1970 et 1980, la part de valeur ajoutée importée atteint actuellement 25 % à 30 % [Johnson, 2014].

L'OCDE a développé un indicateur permettant de mesurer, par pays et par secteur, le degré d'implication dans les chaînes de valeur mondiales, en évaluant la proportion du commerce qui s'inscrit dans un processus de production à plusieurs étapes, réparties entre différents pays [OCDE, 2014]. L'utilisation de cet indicateur montre que, lorsque l'implication d'un secteur d'un pays dans les chaînes de valeur est faible, la croissance observée de son commerce est à peine inférieure à ce que laissent attendre ses déterminants (1,5 %, contre 2,8 %, en moyenne en 2012-2013). En revanche, cet écart est plus important pour une implication moyenne (1,0 % contre 6,5 %), et très élevé pour une implication forte (- 0,6 % contre 9,1 %). Ce constat est d'autant plus frappant que la tendance inverse prévalait avant la crise : les flux commerciaux d'un secteur donné dans un pays donné avaient tendance à croître plus rapidement lorsque l'implication dans les chaînes de valeur mondiales était forte que lorsqu'elle était faible, et même plus rapidement que ne le laissait présager la croissance des pays partenaires.

Ce résultat suggère que les évolutions récentes pourraient résulter d'un ralentissement de la dynamique liée à l'allongement

des chaînes de valeur mondiales et constituer ainsi une rupture durable. Cette explication reste à confirmer, mais il est naturel que les gains liés à l'extension internationale des chaînes de production tendent à s'amenuiser au fur et à mesure que le phénomène s'opère : les arbitrages les plus profitables ont déjà été mis en œuvre, les moteurs de ce mouvement (baisse des coûts de transport et de coordination distante) sont sujets à des rendements décroissants et les politiques économiques ne peuvent être indéfiniment rendues plus favorables à l'extraversion.

En outre, la période récente a souligné que la division internationale fine des processus productifs peut aussi être un facteur de fragilité, ce qui a probablement incité à limiter son approfondissement. Le tremblement de terre au Japon en 2011 ou les inondations en Thaïlande au cours de la même année ont ainsi perturbé l'activité d'usines parfois situées à l'autre bout du monde, en particulier dans l'industrie électronique. La crise économique et financière a aussi montré à quel point la transmission des crises macroéconomiques et financières peut être puissante et rapide dans ce contexte.

À défaut de pouvoir clairement identifier les causes de ces évolutions, l'analyse de leurs modalités permet de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre. Les évolutions spécifiques à la Chine sont à cet égard particulièrement intéressantes. La Chine est en effet devenue le premier exportateur mondial depuis 2010, la première puissance commerciale (exportations et importations confondues) depuis 2013, et elle joue un rôle central dans la segmentation internationale des processus productifs. En outre, la nature de son commerce extérieur a profondément changé de nature depuis une dizaine d'années.

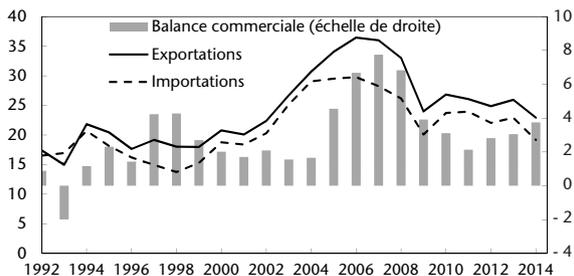
## **Le recentrage de la Chine**

### *Une baisse notable du taux d'ouverture*

Depuis la crise, le commerce extérieur chinois a continué à progresser beaucoup plus vite que le commerce mondial. En 2014, la Chine réalise 13 % des exportations et 10 % des importations mondiales, contre respectivement 9 % et 7 % en 2007. La progression de ses échanges extérieurs a cependant été moins rapide que celle de son PIB. En effet, dans l'immédiat après-crise, un programme ambitieux de relance de l'investissement a

maintenu la croissance à un rythme élevé jusqu'en 2011, puis à un niveau un peu moins soutenu tout en restant largement au-dessus de la moyenne mondiale. Au final, le taux d'ouverture chinois a fortement décliné : la part des exportations dans le PIB a chuté de 36 % à 26 % et celle des importations de 30 % à 24 % entre 2007 et 2014 (graphique 4).

Graphique 4. Évolution du taux d'ouverture chinois (en % du PIB)



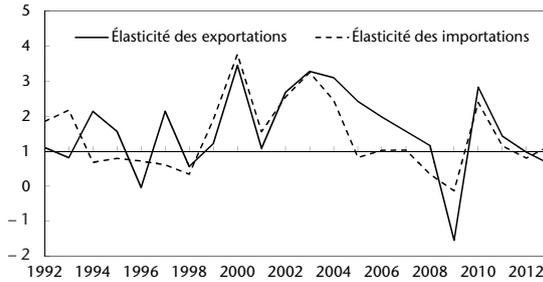
Sources : National Bureau of Statistics, Beijing et China's Customs Statistics.

Ce déclin du taux d'ouverture apparaît toutefois comme un retour à la normale après une phase exceptionnelle de croissance extravertie. La croissance des échanges extérieurs (et surtout celle des exportations), qui dépassait le plus souvent celle du PIB dans les années 1990, lui est devenue très largement supérieure entre 2002 et 2007, et le différentiel a commencé à s'amenuiser dès avant la crise (graphique 5).

#### *L'usine du monde au ralenti*

Pour comprendre comment la Chine s'insère dans le commerce international, il est utile de distinguer les deux grandes composantes de ses échanges extérieurs : 1) les échanges qui correspondent à des opérations internationales d'assemblage d'intrants importés en franchise douanière et résultent directement de la participation de la Chine aux chaînes de valeur mondiales ; ce commerce d'assemblage (*processing*) est pour moitié composé de produits issus des industries électroniques ; 2) le commerce ordinaire, c'est-à-dire les exportations fondées essentiellement sur des *inputs* locaux et les importations soumises au régime douanier normal, car principalement destinées à la demande intérieure.

Graphique 5. Élasticité apparente du commerce extérieur de la Chine au PIB



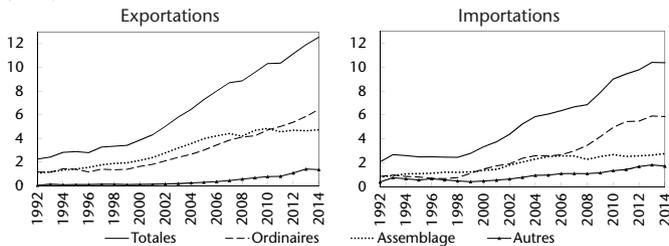
Note : l'élasticité rapporte le taux de croissance des exportations (importations) en volume au taux de croissance du PIB en volume.

Sources : UNCTAD (commerce en volume) et CEPIL, base de données Chelem (PIB).

Les tendances très contrastées de ces deux composantes sont révélatrices des changements en cours dans le mode d'insertion de la Chine dans le commerce mondial, que la crise globale n'a fait qu'accélérer [Lemoine *et al.*, 2015]. Le commerce d'assemblage qui représentait, au milieu des années 2000, environ la moitié du commerce extérieur chinois, est, depuis 2008, très nettement en perte de vitesse. Si la Chine continue à élargir sa présence dans le commerce international, c'est surtout grâce au dynamisme de son commerce ordinaire, qui dépasse désormais le commerce d'assemblage (graphique 6).

La part de marché mondial du commerce d'assemblage stagne en effet depuis le milieu (importations, 2,6 %) ou la fin

Graphique 6. Poids de la Chine dans le commerce mondial, par régime douanier (en %)



Sources : OMC et China's Customs Statistics.

(exportations, 4,7 %) des années 2000. Les industries extraverties ont été particulièrement affectées par la détérioration de l'environnement international. À la veille de la crise, elles dirigeaient plus de 80 % de leurs exportations vers les économies avancées dont la demande d'importations, une fois la crise enclenchée, est devenue beaucoup moins dynamique que celle du reste du monde. À ce positionnement géographique défavorable s'est ajoutée, vraisemblablement, une moindre compétitivité-prix. Le renchérissement des coûts du travail en Chine ces dernières années a incité les opérateurs étrangers à délocaliser dans d'autres pays leurs bases de production à forte intensité de main-d'œuvre.

À l'importation, la stagnation des opérations d'assemblage reflète non seulement le ralentissement de la demande extérieure adressée aux industries extraverties, mais aussi la baisse du contenu en importations de ce type d'exportations. Les années 2000 ont eu pour effet d'être caractérisées par un processus de « remontée de filière » et la création par les multinationales de réseaux de sous-traitants et fournisseurs en Chine. Pièces et composants de fabrication locale se substituent ainsi progressivement aux importations.

Le solde commercial des opérations d'assemblage illustre ce phénomène et donne une mesure approximative de l'évolution du contenu local (valeur ajoutée et *inputs*) de ces exportations : très faible au milieu des années 1990 (20 % des exportations), il a beaucoup progressé depuis et culmine à 45 % de la valeur des exportations en 2007, pour se stabiliser depuis entre 40 % et 45 %.

Les pièces et composants (P&C) constituent, depuis le milieu des années 2000, la moitié des importations pour assemblage et on assiste à leur rapide montée en gamme de prix. Entre 2006 et 2012, la part des P&C « bas de gamme » est ainsi tombée de 15 % à 4 % du total et celle des P&C haut de gamme a grimpé de 10 % à 18 %. Ce glissement vers le haut de la gamme de prix, qui ne s'accompagne pas d'un mouvement analogue du côté des exportations, a contribué à limiter l'augmentation de l'excédent du commerce d'assemblage.

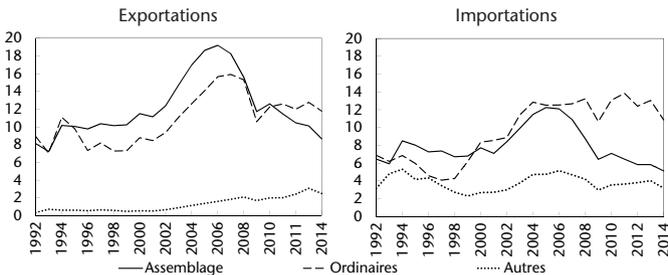
C'est à ces changements dans les activités d'assemblage (ralentissement et remontée de filière) que l'on peut attribuer au moins en partie la nouvelle tendance qui se fait jour dans les exportations totales de la Chine, où la valeur ajoutée locale a cessé de diminuer depuis 2005 [OCDE, 2014].

### La montée en puissance de la demande intérieure

Les échanges « ordinaires » ont une dynamique plus autonome par rapport à la demande internationale ainsi qu'une structure géographique et sectorielle différente de celle des échanges d'assemblage. Les exportations ordinaires, peu sophistiquées et appartenant aux secteurs traditionnels (textiles, machines, industries chimiques) ont gagné des parts de marché dans les économies émergentes, dont la demande était plus soutenue que celle des pays riches.

Quant aux importations ordinaires, elles sont devenues la principale composante des importations chinoises dès le début des années 2000. En pourcentage du PIB, leur importance a beaucoup augmenté entre 1998 et 2004, mais plafonne depuis entre 13 % et 14 % du PIB. Cette part tombe en dessous de 11 % en 2009 du fait de la crise et en 2014 avec le ralentissement de la croissance industrielle (graphique 7). Les produits primaires (hydrocarbures, minerais, denrées agricoles) y ont pris une place croissante (passant de 27 % en 2000 à 44 % en 2012), sous l'effet de la progression des volumes et des prix.

Graphique 7. Commerce extérieur de la Chine par régime douanier (en % du PIB)



Sources : National Bureau of Statistics, Beijing et China's Customs Statistics.

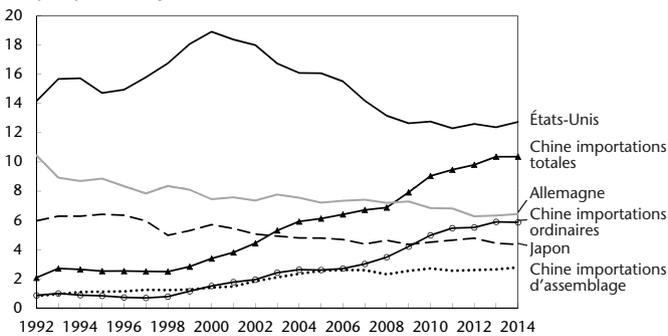
Pour les seuls produits manufacturés, les importations à destination du marché intérieur (ordinaires) avaient enregistré une nette accélération entre 1997 et 2003, grimant de 3 % à 9 % du PIB. Ce grand bond correspondait aux mesures prises par la Chine pour libéraliser le régime de ses importations dans le cadre de ses négociations d'accession à l'OMC et à une forte croissance de la

demande intérieure. Depuis, leur part dans le PIB oscille autour de 7 % ou 8 %.

Dans le commerce mondial, la demande chinoise en produits importés suit, depuis la fin des années 1990, une pente ascendante. En 2014, le poids des importations ordinaires de la Chine (5,9 %) est comparable à celui des importations allemandes, mais de moitié inférieur à celui des importations américaines (graphique 8).

Dans ces conditions, l'accès au marché intérieur chinois est désormais un enjeu majeur pour les pays partenaires. Les firmes multinationales présentes en Chine s'engagent de plus en plus dans les opérations d'importation à destination du marché intérieur : leur part dans les importations ordinaires de produits manufacturés est ainsi passée de 31 % en 2000 à 50 % en 2012. Les entreprises à capitaux entièrement étrangers ont pris dans le même temps plus de place que les *joint ventures*. Du côté des entreprises chinoises, on observe aussi une redistribution des rôles : les entreprises d'État ont cédé de la place aux entreprises privées et privatisées dans les échanges de produits manufacturés, et elles ne gardent un poids prépondérant que dans l'importation de produits primaires.

Graphique 8. Importations en % du commerce mondial



Sources : CEPIL, base de données Chelem et douanes chinoises.

### Conclusion : à l'aube d'une nouvelle ère du commerce mondial ?

Après une phase de croissance extravertie dont la mutation avait commencé dès avant la crise globale, la croissance chinoise

se recentre sur la demande intérieure, un redéploiement qui est aussi dicté par les transformations structurelles internes au pays. Les échanges issus de sa participation aux chaînes de valeur mondiales sont en relatif repli, non seulement parce que la demande des marchés occidentaux s'est affaiblie, mais aussi parce que les activités d'assemblage incorporent une proportion croissante d'intrants locaux. En outre, la hausse des coûts salariaux et l'appréciation du taux de change du yuan imposent aux entreprises de nouvelles stratégies.

En contrepartie, la demande propre de la Chine pèse de plus en plus lourd dans le commerce international. Dans la nouvelle étape du développement chinois qui se dessine, le rééquilibrage de la demande interne en faveur du secteur des services devrait cependant réduire l'intensité en importations de la croissance chinoise. Au demeurant, étant donné le rôle important joué par les entreprises étrangères implantées en Chine dans les échanges extérieurs du pays, la politique suivie par les autorités en matière d'ouverture du marché à la concurrence étrangère sera déterminante pour la place future de la Chine dans l'économie mondiale.

Toutes ces mutations ont participé à la réduction des déséquilibres mondiaux des soldes courants depuis la crise de 2008-2009 et sont emblématiques des transformations subies par le commerce international. Le ralentissement du commerce mondial ne s'explique pas seulement par l'atonie de la croissance mondiale. Il marque aussi sans doute la fin d'une phase de développement extraordinairement rapide de l'éclatement des processus de production entre différents pays, voire différents continents. Les chaînes de valeur mondiales ainsi créées n'ont plus été, au cours des années récentes, l'accélérateur des échanges qu'elles représentaient avant la crise. Il est encore trop tôt pour affirmer qu'il s'agit là d'une rupture durable et que s'ouvre ainsi une nouvelle ère de la mondialisation. Mais, après tout, l'essor fulgurant de la Chine, comme le développement accéléré de chaînes de valeur mondiales, n'ont peut-être été que des phases transitoires, appelées à se tempérer tôt ou tard.

### Repères bibliographiques

---

- BUSSIÈRE M., CALLEGARI G., GHIRONI F., SESTIERI G. et YAMANO N. [2013], « Estimating trade elasticities : demand composition and the trade collapse of 2008-2009 », *American Economic Journal : Macroeconomics*, vol. 5, n° 3, p. 118-151.

- CROZET M., EMLINGER C. et JEAN S. [2015], « On the gravity of the trade slowdown », in HOEKMAN B. (dir.), *The Global Trade Slowdown. A New Normal ?*, VoxEU-CEPR.
- EVENETT S. J. [2014], *The Global Trade Disorder. The 14<sup>th</sup> GTA Report*, CEPR, septembre.
- HOUTHAKKER H. S. et MAGEE S. P. [1969], « Income and price elasticities in world trade », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 51, n° 2, p. 111-125.
- JOHNSON R. C. [2014], « Five facts about value-added exports and implications for macroeconomics and trade research », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 28, n° 2, p. 119-142.
- LEMOINE F., PONCET S., ÜNAL D. et CASSÉ C. [2015], « L'usine du monde au ralenti ou le changement de régime du commerce extérieur chinois », *Document de travail du CEPII*, n° 4, mars.
- OCDE [2014], *Économies interconnectées : comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales*, OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264201842-fr>.
- OMC [2013], *Rapport sur le commerce mondial 2013. Facteurs déterminant l'avenir du commerce mondial*.
- [2014], *Rapport sur le commerce mondial 2014. Commerce et développement : tendances récentes et rôle de l'OMC*.